



ASSURER LES INVESTISSEMENTS ■ GARANTIR LES OPPORTUNITÉS



RAPPORT ANNUEL  
2012



AU TITRE DE L'EXERCICE 2012, LE VOLUME TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'ÉLÈVE À 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS, ET DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES D'UN MONTANT DE 10,6 MILLIONS DE DOLLARS SONT ÉMISES PAR LES FONDS FIDUCIAIRES ADMINISTRÉS PAR L'AGENCE. L'AGENCE ENREGISTRE AINSI UN AUTRE RECORD DE NOUVELLES ÉMISSIONS POUR LA SECONDE ANNÉE CONSÉCUTIVE, QUI A ÉTÉ MARQUÉE PAR UNE DIVERSIFICATION ACCRUE DES PROJETS PAR RÉGION ET PAR SECTEUR. PLUS DE LA MOITIÉ (58 %) DES PROJETS GARANTIS PAR LA MIGA, REPRÉSENTANT 70 % DU VOLUME TOTAL DES NOUVELLES GARANTIES, COUVRE AU MOINS UN DES QUATRE DOMAINES D'ACTION STRATÉGIQUE PRIORITAIRE DE L'AGENCE. L'EXERCICE 2012 MARQUE ÉGALEMENT LA CINQUIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE D'ENGAGEMENTS BRUTS RECORD POUR L'AGENCE.

## L'EXERCICE 2012 EN CHIFFRES



GARANTIES ÉMISES	2008	2009	2010	2011	2012	Total Ex. 90-12
Nombre de projets soutenus	24	26	19	38	50 <sup>1</sup>	701
Nouveaux projets <sup>2</sup>	23	20	16	35	38	-
Projets soutenus précédemment <sup>3</sup>	1	6	3	3	12	-
Nombre de garanties émises	38	30	28	50	66	1 096
Montant total des nouvelles émissions (en milliards de dollars) <sup>4</sup>	2,1	1,4	1,5	2,1	2,7	27,2
Engagements bruts (en milliards de dollars) <sup>5</sup>	6,5	7,3	7,7	9,1	10,3	-
Engagements nets (moins réassurance) (en milliards de dollars) <sup>5</sup>	3,6	4,0	4,3	5,2	6,3	-

<sup>1</sup> Deux autres projets ont bénéficié de l'appui du Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza administré par la MIGA

<sup>2</sup> Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 2012 (y compris les expansions)

<sup>3</sup> Projets soutenus par la MIGA au cours de l'exercice 2012 et des exercices précédents

<sup>4</sup> Comprend les montants mobilisés par l'intermédiaire du Programme coopératif de garanties

<sup>5</sup> Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts minorés des opérations de réassurance

## FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2012, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets soutenus	Pourcentage des projets soutenus (%)	Montant des garanties émises (en millions de dollars)	Pourcentage du montant total des projets (%)
<b>Domaines prioritaires<sup>1</sup></b>				
Pays éligibles au financement de l'IDA <sup>2</sup>	24	48	1 090,5	41
Investissements Sud-Sud <sup>3,4</sup>	11	22	589,4	22
Pays touchés par un conflit	9	18	340,7	13
Projets complexes <sup>5</sup>	12	24	1 581,7	60
<b>Régions</b>				
Asie et Pacifique	4	8	305,9	12
Europe et Asie centrale	20	40	928,0	35
Amérique latine et Caraïbes	3	6	353,6	13
Moyen-Orient et Afrique du Nord <sup>6</sup>	6	12	432,9	16
Afrique subsaharienne	17	34	636,4	24
<b>Total<sup>6</sup></b>	<b>50</b>		<b>2 656,8</b>	
<b>Secteurs</b>				
Agro-industrie, industries manufacturières et services <sup>6</sup>	25	50	506,0	19
Finances	11	22	482,3	18
Infrastructure	13	26	1 549,0	58
Pétrole, gaz et industries minières	1	2	119,5	5
<b>Total<sup>6</sup></b>	<b>50</b>		<b>2 656,8</b>	

<sup>1</sup> Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires

<sup>2</sup> Pays les plus pauvres du monde

<sup>3</sup> Investissements réalisés entre pays en développement membres de la MIGA (catégorie II)

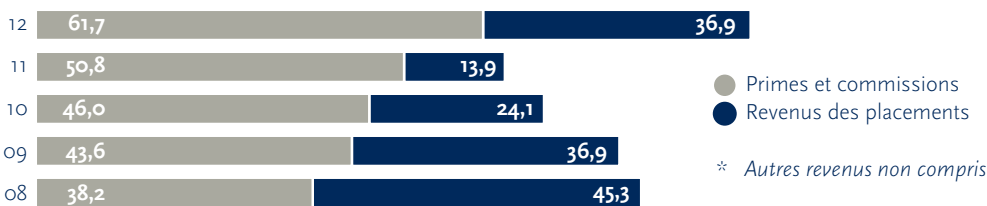
<sup>4</sup> Ces chiffres représentent les projets impliquant au moins un investisseur d'un pays du Sud

<sup>5</sup> Projets complexes portant sur les infrastructures, les industries extractives et la structure financière

<sup>6</sup> Le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza administré par la MIGA a aussi financé deux projets d'un montant total de 8,7 millions de dollars

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 17,8 millions de dollars au cours de l'exercice, contre 9,7 millions de dollars en 2011.

## PRIMES ACQUISES, COMMISSIONS ET REVENUS DES PLACEMENTS\* (EN MILLIONS DE DOLLARS)



## L'EXERCICE 2012 EN BREF

### GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EST L'UNE DES PLUS IMPORTANTES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT EN TERMES DE SOURCES DE FINANCEMENT ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT. LES INSTITUTIONS QUI LUI SONT AFFILIÉES COLLABORENT ET CONDUISENT DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES POUR ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS COMMUNS, À SAVOIR, RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS. LE GROUPE DE LA BANQUE CONTRIBUE AU PARTAGE DU SAVOIR ET FINANCE DES PROJETS DANS DE NOMBREUX DOMAINES — AGRICULTURE, COMMERCE, FINANCE, SANTÉ, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, ÉDUCATION, INFRASTRUCTURE, GOUVERNANCE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, ETC. — QUI PROFITENT AUX POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Au cours de l'exercice 2012, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale s'est établi à 53 milliards de dollars.

La Banque mondiale, qui comprend l'IDA et la BIRD, a accordé 35,3 milliards de dollars de prêts et de dons à ses pays membres, dont 14,7 milliards de dollars d'engagements de l'IDA dans les pays les plus pauvres du monde.

L'IFC a engagé 15 milliards de dollars et mobilisé 5 milliards de dollars supplémentaires pour le développement du secteur privé dans les pays en développement, dont près de la moitié du total dans des pays admis à emprunter à l'IDA.

La MIGA a émis 2,7 milliards de dollars de garanties à l'appui d'investissements dans le monde en développement. Elle a accueilli deux nouveaux membres — le Niger et le Soudan du Sud — durant l'exercice 2012.

#### COLLABORATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les projets et programmes conjoints des institutions du Groupe de la Banque visent à promouvoir le développement durable via l'expansion des marchés financiers, l'émission de garanties pour les investisseurs et les organismes de crédit, et la fourniture de services-conseil pour créer des conditions plus favorables à l'investissement dans les pays en développement. Ensemble, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA appuient des projets qui fournissent des ressources aux clients d'une manière plus innovante et plus sensible à leurs besoins. Un certain nombre de ces projets sont décrits dans le présent rapport.

#### LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE COMPREND CINQ INSTITUTIONS ÉTROITEMENT ASSOCIÉES :

**La Banque internationale pour la reconstruction et le développement** (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.

**L'Association internationale de développement** (IDA), qui accorde des prêts ou des crédits sans intérêt et des dons aux pays les plus pauvres de la planète.

**La Société financière internationale** (IFC), qui finance des prêts, des fonds propres et des services-conseil pour stimuler l'investissement privé dans les pays en développement.

**L'Agence multilatérale de garantie des investissements** (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques en offrant des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux afin de promouvoir l'investissement étranger direct (IED) dans les pays en développement.

**Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements** (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

## LES DIRIGEANTS APPORTENT LEUR ÉCLAIRAGE

### MESSAGE DE ROBERT B. ZOELICK, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 2007–2012

LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ONT MIS À L'ÉPREUVE LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE ET SA CAPACITÉ À RÉPONDRE AUX BESOINS DE SES CLIENTS. AUSSI BIEN LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT QUE LES PAYS DÉVELOPPÉS ONT DÛ FAIRE FACE À LA TRIPLE MENACE DES CRISES ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE ET FINANCIÈRE.

Ils ont été confrontés à la faim, à la pauvreté, au chômage et à la dette — à une crise économique, sociale et humaine assortie de répercussions politiques. Dans ce contexte difficile, le Groupe de la Banque mondiale a continué à soutenir ses clients avec souplesse, célérité et innovation, et en favorisant les résultats. Par défi, nous avons cherché à exploiter les possibilités offertes et à susciter l'espoir.

Les actionnaires du Groupe de la Banque mondiale ont accompagné nos priorités et nos performances par un appui financier exceptionnel. En 2007 et 2010, deux reconstitutions record des ressources de l'IDA ont permis de mobiliser plus de 90 milliards de dollars. En 2010, les actionnaires ont soutenu la première augmentation du capital de la BIRD depuis plus de deux décennies. La Banque dispose actuellement de ressources suffisantes et bénéficie de la notation AAA.

Nous modernisons le multilatéralisme pour promouvoir une économie mondiale assise sur des pôles de croissance multiples, et nous démocratisons le développement en renforçant la transparence et l'éthique de responsabilité, et en partageant les connaissances et les informations. Nous posons les bases nécessaires au renforcement de la responsabilité sociale, à la lutte contre la corruption et à l'exercice d'une meilleure gouvernance. Nous avons continué à privilégier les pauvres de toutes les régions, particulièrement d'Afrique, en insistant sur la nécessité d'établir des dispositifs de protection financièrement



viables pour les personnes les plus vulnérables. En même temps, nous avons adapté de nouveaux produits pour les pays à revenu intermédiaire qui tirent de plus en plus la croissance. Nos projets portent sur l'égalité entre les sexes, la sécurité alimentaire, le changement climatique, la biodiversité, les infrastructures, la prévention des catastrophes, l'innovation financière et l'inclusion.

Le Groupe de la Banque mondiale accorde une attention particulière au rôle central que joue le secteur privé au service du développement. Nous soutenons la mise en place d'un cadre propice à l'investissement et à l'activité économique ; nous fournissons des financements aux petites et moyennes entreprises et aux établissements de microfinance ; nous accordons des crédits commerciaux ; nous militons pour une prise en compte accrue des partenariats public-privé ; et nous encourageons l'investissement dans les pays qui en ont le plus besoin, particulièrement les pays touchés par des conflits et les États fragiles.

Le présent rapport met en lumière l'appui actif fourni par la MIGA dans ces domaines au cours de l'exercice 2012. Il montre la capacité de l'Agence à remplir sa mission de promotion de l'investissement étranger direct dans les pays en développement pour soutenir la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans un environnement mondial des investissements

de plus en plus marqué par l'incertitude, et alors que les clients de la MIGA recherchent des opportunités dans des marchés pionniers, les mécanismes d'atténuation des risques politiques gagnent en importance. La MIGA est bien placée pour s'adapter à ce nouvel environnement — en particulier grâce au renforcement de sa présence sur le terrain et aux réformes internes qu'elle a engagées au cours de ces deux dernières années.

Durant l'exercice 2012, la MIGA a émis 2,7 milliards de dollars de nouvelles garanties, soit 27 % de plus que l'exercice précédent. Elle a financé 52 projets, dont deux au titre du Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza qu'elle administre, contre 38 au cours de l'exercice 11. Ses engagements bruts ont atteint un montant record de 10,3 milliards de dollars, soit 29 % de plus que sa moyenne historique de 2009–2011, et 13 % de plus que le niveau atteint en 2011. Plus de la moitié (58 %) des projets financés au cours de l'exercice portaient au moins sur un des quatre domaines d'action stratégique prioritaire de l'Agence : accompagnement des investissements dans les pays les plus pauvres ; investissements dans les pays touchés par des conflits ; projets complexes entraînant des transformations profondes ; et investissements Sud-Sud. Près de la moitié des nouveaux projets visaient les pays les plus pauvres.

La MIGA est déterminée à promouvoir des projets susceptibles d'avoir un impact considérable sur le développement et qui sont économiquement, écologiquement et socialement viables. Les projets qu'elle a financés au cours de l'exercice 2012 illustrent cette approche dans une grande diversité de secteurs et dans toutes les régions du monde : un projet énergétique au Ghana ; un pont à péage construit dans le cadre d'un partenariat public-privé en Côte d'Ivoire ; un projet de centrale hydroélectrique en Albanie ; deux projets de production indépendante d'électricité au Kenya ; des plantations de palmiers dattiers en Cisjordanie ; et un projet de télécommunications en Afghanistan. Dans tous ces projets, l'Agence a démontré sa capacité à mobiliser l'investissement privé dans des domaines hautement prioritaires, et à exploiter les avantages complémentaires du Groupe de la Banque mondiale — en utilisant

les produits et services offerts par les différentes institutions du Groupe au profit des pays hôtes et des investisseurs privés.

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord connaissent encore des difficultés considérables : ce sont des pays en transition — économique, financière et, dans certains cas, politique. En soutenant des projets en Tunisie, au Maroc, en Jordanie, en Cisjordanie et à Gaza, la MIGA a pu mobiliser les investissements étrangers dont ces pays avaient tant besoin dans des secteurs créateurs d'emplois et de connaissances et favorisant le transfert de compétences.

Les excellentes performances réalisées par la MIGA en 2012 participent à nos efforts visant à bâtir un Groupe de la Banque mondiale plus solide, plus viable et capable de faire face à de nouveaux défis. Elles témoignent des qualités d'encadrement et de la démarche innovatrice d'Izumi Kobayashi et de son équipe de direction, et de la conscience professionnelle du personnel de l'Agence.

Ce message est le dernier que je vous adresse en qualité de président du Groupe de la Banque mondiale. Je tiens à remercier les Gouverneurs, le Conseil d'administration et les autres partenaires pour l'encadrement et l'appui qu'ils fournissent pour faire avancer le travail de cette importante institution. Surtout, je remercie l'équipe de direction et le personnel dévoué, diligent et obligeant du Groupe de la Banque mondiale. C'est vous qui donnez corps à l'action de développement, partout dans le monde. Cela a été un privilège de travailler avec vous.



Robert B. Zoellick  
Le 30 juin 2012

## MESSAGE DE JIM YONG KIM, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

J'AI LE PLAISIR DE VOUS FAIRE PARVENIR  
LE RAPPORT ANNUEL 2012 DE LA MIGA.  
CE RAPPORT MET EN LUMIÈRE LES EFFORTS  
ACCOMPLIS ET LES RÉSULTATS OBTENUS  
PAR L'AGENCE EN DÉPIT D'UN ENVIRONNEMENT  
ÉCONOMIQUE MONDIAL DIFFICILE.

Il souligne aussi l'importance de la collaboration avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale et les partenaires externes pour faire avancer notre objectif partagé qui consiste à assurer la prospérité et éradiquer la pauvreté.

Aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale a une occasion unique d'accélérer la croissance et le progrès social d'une manière inclusive et durable. Nous continuons à aider nos clients à faire face aux pressions immédiates, notamment en développant des filets de sécurité sociale d'un bon rapport coût-efficacité. Mais nous sommes aussi bien placés pour aider les pays à concevoir et mettre en œuvre des stratégies de développement à long terme par le biais de nos prêts, nos connaissances, notre expérience et notre expertise.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec le Conseil, nos partenaires et clients, ainsi que le personnel dévoué



du Groupe de la Banque en poste à Washington et partout dans le monde. Notre mission reste plus importante que jamais — aider les pays en développement à faire face aux pressions immédiates, tout en les préparant à saisir les occasions qui se présenteront à l'avenir. C'est un privilège d'entreprendre cette tâche importante.

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'J. Kim', written over a white rectangular background.

Jim Yong Kim  
Le 1<sup>er</sup> juillet 2012

## MESSAGE D'IZUMI KOBAYASHI, VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE DE LA MIGA

L'EXERCICE QUI VIENT DE S'ÉCOULER A ÉTÉ  
MARQUÉ PAR DES PERTURBATIONS ÉCONOMIQUES  
À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE ET UN CHANGEMENT  
DES SCHÉMAS DE CROISSANCE. NOUS AVONS  
VU LES TENSIONS ÉRODER LES ACQUIS DES PAYS  
DÉVELOPPÉS EN EUROPE, ALORS QUE LE MONDE  
EN DÉVELOPPEMENT CONTINUAIT À TIRER LA  
CROISSANCE, QUOIQU'À UN RYTHME PLUS FAIBLE.

Les difficultés persistantes ont poussé de nombreuses entreprises à réévaluer leurs stratégies d'investissement et d'atténuation des risques tout en cherchant à obtenir des gains plus élevés à plus long terme sur des marchés plus difficiles comportant plus de risques et d'incertitudes.

Il en a résulté un accroissement de la demande de garanties de la MIGA en 2012, alors que la peur du risque augmentait et les investisseurs cherchaient à intégrer les marchés en développement dans lesquels nous pourrions les soutenir. L'Agence a émis 2,7 milliards de dollars de nouvelles garanties au cours de l'exercice écoulé, ce qui représente une augmentation considérable par rapport à l'exercice précédent, compte tenu de la conjoncture. Je me réjouis de ce que notre portefeuille se soit davantage diversifié, couvrant toutes les régions et tous les secteurs, comme on peut le voir dans le présent rapport.

Nos résultats impressionnants sont sous-tendus par le caractère transformationnel de beaucoup de projets que nous soutenons : ceux-ci contribuent à apporter de l'électricité, des services de transport et des technologies plus efficaces aux pays les plus pauvres du monde qui ont le plus besoin d'investissements. En mobilisant des capitaux privés pour des secteurs ayant un impact considérable sur le développement — infrastructure, agro-industrie et industrie manufacturière, etc. — l'Agence remplit non seulement sa mission de promotion de l'investissement étranger direct productif dans les pays



en développement, mais elle libère également les ressources limitées des gouvernements hôtes afin que celles-ci servent à fournir d'autres services essentiels.

C'est surtout le cas dans des États fragiles et des pays touchés par des conflits. Nos résultats dans ce domaine prioritaire témoignent de nos efforts, le volume des nouveaux engagements à l'appui de ces pays ayant augmenté de 48 %, pour atteindre 351,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2012 — y compris deux projets garantis par le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza que nous administrons — contre 237,5 millions de dollars pour l'exercice 11. En mobilisant l'IED dont ces pays ont tant besoin, l'Agence contribue de manière fondamentale à la reconstruction de beaucoup d'entre eux, particulièrement pendant la période cruciale de la transition, alors qu'ils cherchent à renouer avec la stabilité après des années de conflit.

La MIGA a aussi renforcé son engagement à l'appui du développement en Afrique subsaharienne, qui est l'une des régions en développement où la croissance est la plus rapide et où les possibilités abondent. Au cours de l'exercice 2012, les projets de l'Agence dans cette région représentaient 24 % du volume total des engagements, soit deux fois le niveau atteint l'année précédente. Un certain nombre de ces projets sont décrits dans le présent rapport.



Durant l'exercice 2012, l'Agence a aussi privilégié la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui a plus que jamais besoin d'investissements créateurs d'emplois et de possibilités. Nous y avons engagé une action multiforme, y compris à travers des conférences régionales et des missions qui nous ont permis d'échanger directement avec les personnes concernées par les problèmes que rencontrent ces pays. Notre engagement a abouti à des projets solides dans plusieurs pays et à une amélioration significative de nos résultats dans cette région, comme on peut le lire dans le présent rapport.

Le rapport fait aussi état de l'accent mis sur les partenariats, en particulier avec la Banque mondiale et l'IFC, pour mieux harmoniser notre action et renforcer les relations au sein du Groupe, et poser les bases nécessaires pour concevoir ou poursuivre des interventions conjointes. À cet égard, nous pouvons citer des projets de production indépendante d'électricité au Kenya, qui ont permis d'associer des produits du Groupe de la Banque mondiale dans une démarche complémentaire et qui démontrent l'efficacité des solutions conjointes que nous pouvons offrir pour mobiliser des financements dans des pays que les investisseurs hésitent à pénétrer. Non seulement l'Agence collabore activement avec les autres institutions qui composent le Groupe de la Banque mondiale, mais elle poursuit aussi des partenariats importants avec d'autres entités, parmi lesquelles d'autres organisations bilatérales et multilatérales d'aide au développement, beaucoup d'organismes de crédit à l'exportation de par le monde, d'autres assureurs et des organisations professionnelles telles que l'Union de Berne. Ces partenariats nous aident grandement à identifier et garantir de bons projets, et à gérer collectivement les risques.

Je me réjouis de ce que la première année complète de fonctionnement de la représentation régionale de la MIGA en Asie ait été fructueuse. La mission particulière de cette représentation est de développer les relations avec des investisseurs potentiels basés au Sud, comme en Chine, en Inde, en République de Corée et à Singapour, ainsi qu'avec des investisseurs australiens et japonais. Cette démarche ciblée de rapprochement des investisseurs, couplée à une participation active aux manifestations commerciales régionales importantes organisées en Asie, permet de renforcer notre capacité à travailler avec les

clients et à saisir les opportunités au début du processus d'élaboration du projet. En outre, durant l'exercice 2012, la MIGA a ouvert une représentation à Paris couvrant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, pour reproduire ce que nous avons réalisé en Asie. Cette représentation a connu des débuts prometteurs et étudie actuellement un grand nombre de projets à l'intention des régions qu'elle couvre.

Ici, à Washington, nous avons accueilli Michel Wormser en sa double qualité de nouveau Vice-président et Directeur général de l'Agence. La longue expérience acquise par Michel au sein du Groupe de la Banque mondiale contribuera à renforcer notre action. Nous avons aussi étoffé nos effectifs, notamment par le biais du Programme de jeunes cadres de la MIGA, qui a déjà permis à l'Agence d'accueillir de nouveaux et jeunes talents provenant de pays sous-représentés.

Je voudrais remercier tout notre personnel pour le professionnalisme et le dévouement dont il a fait preuve durant l'exercice 2012. Il s'est montré à la hauteur des attentes en dépit de difficultés constantes. J'envisage avec enthousiasme l'exercice qui s'annonce, en même temps que nous continuons à remplir notre mission de promotion des investissements qui améliorent les conditions de vie des populations.

Enfin, je saisis cette occasion pour remercier le Conseil d'administration pour son assistance et son soutien constants. Je tiens à exprimer ma gratitude au président sortant du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, pour la maîtrise avec laquelle il a su diriger le Groupe pendant l'exercice 2012, et je souhaite la bienvenue à son successeur, le président Jim Yong Kim.



Izumi Kobayashi  
Le 30 juin 2012

MIGA

## L'ÉQUIPE DE DIRECTION

**IZUMI KOBAYASHI**  
Vice-présidente exécutive



**MICHEL WORMSER**  
Vice-président  
et Directeur général



**ANA-MITA BETANCOURT**  
Directrice et Conseillère  
juridique, Affaires juridiques  
et indemnisations



**KEVIN W. LU**  
Directeur régional,  
Asie-Pacifique



**EDITH P. QUINTRELL**  
Directrice, Opérations



**LAKSHMI SHYAM-SUNDER**  
Directeur et Directeur  
financier, Finance et  
gestion des risques



**RAVI VISH**  
Économiste en chef  
et Directeur, Économie  
et politique générale



**MARCUS S. D. WILLIAMS**  
Conseiller, Stratégie  
et opérations

MIGA

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES ACTIVITÉS ET LES PROGRAMMES DE LA MIGA SONT GUIDÉS PAR UN CONSEIL DES GOUVERNEURS ET UN CONSEIL D'ADMINISTRATION REPRÉSENTANT LES 177 PAYS MEMBRES DE L'AGENCE. CHAQUE PAYS NOMME UN GOUVERNEUR ET UN GOUVERNEUR SUPPLÉANT. LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST INVESTI DE TOUS LES POUVOIRS DE LA MIGA, MAIS IL EN DÉLÈGUE LA MAJEURE PARTIE À UN CONSEIL DE 25 ADMINISTRATEURS.

Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet, et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des six comités permanents suivants :

- Comité d'audit
- Comité du budget

- Comité pour l'efficacité du développement
- Comité de la gouvernance et des questions administratives
- Comité d'éthique
- Comité du personnel

Ces comités aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures suivies.



### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA AU 30 JUIN 2012

*Debout (de gauche à droite) :* Rogerio Studart, Gino Pierre Alzetta, Ingrid Hoven, Agapito Mendes Dias, Merza Hasan, Piero Cipollone, Jorg Frieden, Vadim Grishin, Marie-Lucie Morin, Shaolin Yang, Marta Garcia, Hekinus Manao, Sid Ahmed Dib, Rudolf Treffers, In Kang Cho, Hassan Ahmed Taha, Mukesh Nandan Prasad

*Assis (de gauche à droite) :* Ian Solomon, Felix Camarasa, Ambroise Fayolle, Susanna Moorehead, Abdulrahman Almofadhi, Anna Brandt, Renosi Mokate, Nobumitsu Hayashi

L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT



APRÈS UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE AU SECOND SEMESTRE 2011, SUIVI D'UNE NETTE AMÉLIORATION DE LA CONFIANCE DES MARCHÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE 2012, LES INCERTITUDES MANIFESTÉES PAR LA ZONE EURO EN MAI ONT À NOUVEAU SEMÉ LE TROUBLE DANS LES MARCHÉS FINANCIERS PARTOUT DANS LE MONDE. CETTE SITUATION RAPPELLE BRUTALEMENT QUE LES SÉQUELLES DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE NE SONT PAS ENCORE TOTALEMENT EFFACÉES. L'INCERTITUDE DES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES, ASSOCIÉS AUX NIVEAUX ÉLEVÉS DE DÉFICIT ET D'ENDETTEMENT DES PAYS À REVENU ÉLEVÉ, VONT PROBABLEMENT CONSTITUER DES SOURCES CHRONIQUES D'INSTABILITÉ.

Pourtant, jusqu'à présent, la conjoncture dans la plupart des pays en développement est meilleure qu'elle ne l'était au second semestre 2011. Ce qui signifie que la dynamique de croissance réelle perdure dans ces pays, comme ce fut le cas durant l'exercice précédent : selon la Banque mondiale, les pays en développement devraient enregistrer une croissance de 5,3 % en 2012. Ce changement considérable du schéma d'évolution de la croissance économique mondiale, qui voit les pays en développement devenir plus compétitifs que les pays à revenu élevé, est l'une des transitions les plus rapides que le monde ait jamais connues.

### ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

Selon les estimations, l'investissement étranger direct (IED) vers les pays en développement a augmenté de 23 %, pour atteindre 625 milliards de dollars en 2011. La majeure partie de cette augmentation s'est produite durant la première moitié de l'exercice. L'IED devrait toutefois diminuer en 2012, pour s'établir à 518 milliards de dollars, bien que la Banque mondiale prédise un rebond en 2013.

Les pays en développement reçoivent aussi une part plus importante des flux mondiaux d'IED. Plus particulièrement, les investisseurs considèrent désormais de nombreux pays d'Afrique subsaharienne comme des marchés émergents pionniers — Cap Vert, Ghana, Kenya et Mozambique, etc. Les pays asiatiques — Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka, entre autres — ont reçu plus de la moitié des IED à destination des pays en développement en 2011.

De plus, l'investissement Sud-Sud (entre pays en développement) représente désormais une source plus importante de nouveaux IED que les investissements traditionnels. Les sources traditionnelles d'investissement en Europe et aux États-Unis ayant été les plus affectées par le récent ralentissement de l'activité économique, une pépinière de nouveaux investisseurs issus de pays tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Malaisie, la République de Corée et Singapour, a vu le jour. En 2011, les IED en provenance d'Asie ont atteint à eux seuls 127 milliards de dollars.

### QUEL RÔLE POUR LA MIGA ?

Ce schéma d'évolution est particulièrement important pour la MIGA, puisqu'il concorde avec notre mission de promotion des IED dans les pays en développement — et l'Agence le suit de près et s'adapte en conséquence. Durant l'exercice 2012, la MIGA a pu fournir de nouveaux produits innovants qui lui permettent de garantir différents types d'investissements. Les occasions à saisir en Afrique étant de plus en plus nombreuses, nous avons mobilisé des ressources humaines pour les accompagner. Ayant constaté un accroissement des partenariats public-privé dans les projets d'infrastructure en Afrique et en Asie, la MIGA s'est rapprochée des autorités pour leur dire l'importance qu'elle accorde à ce type d'opérations.

La MIGA mesure aussi la confiance des investisseurs. Selon une récente étude de l'Agence, plus de la moitié des investisseurs envisagent d'accroître leurs investissements dans les pays émergents. Pourtant, en dépit de cet enthousiasme, nous notons également une résurgence de la peur des risques non commerciaux associés aux investissements.

Et ce n'est pas une surprise. Dans un monde en constante mutation, le déplacement des opportunités vers des marchés plus risqués survient précisément à un moment où les actionnaires et les prêteurs, forts des expériences du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et, soumis aux pressions dues aux nouvelles réglementations, sont plus conscients des risques. Comment ces tensions apparemment irréconciliables de profils de risque se manifestent-elles ? Selon l'édition 2011 de la publication de la MIGA parue en décembre et intitulée « *World Investment and Political Risk* », les investisseurs se préoccupent à court terme du risque macroéconomique et des difficultés à obtenir un financement, alors que leur préoccupation à moyen terme reste le risque politique. Depuis peu, certains investisseurs accordent une plus grande attention à l'inégalité et aux tensions sociales qui peuvent être masquées par une stabilité apparente. Leur analyse des risques porte davantage sur l'économie politique, les emplois et l'existence d'opportunités pour les jeunes.

Dans ce contexte, de nombreux investisseurs conçoivent de façon plus systématique des stratégies d'atténuation des risques. Ces stratégies prennent en compte les partenariats locaux, de meilleures sources d'information, plus d'équité dans les contrats, la viabilité environnementale et sociale, les retombées pour les communautés locales et la collaboration avec des organisations telles que la MIGA qui peuvent aider à atténuer certains de ces risques. Plus que jamais, notre assurance contre le risque politique peut encourager le retour des investisseurs traditionnels et l'arrivée dans la région de nouveaux acteurs.

Au cours de l'exercice 2012, le volume des engagements a atteint un niveau jamais égalé, confirmant la tendance à la hausse observée l'année précédente. Selon l'Agence, cette situation illustre l'observation faite ci-dessus : plus d'intérêt pour les marchés pionniers, doublé d'une plus grande sensibilisation aux risques aboutit à une demande accrue de services d'assurance contre le risque politique.

L'édition 2011 de la publication « *World Investment and Political Risk* » souligne cette tendance, notant que le ratio de l'IED par rapport à l'assurance contre le risque politique a progressé, passant d'un niveau relativement bas de 5 à 8 % au milieu des années 1990 au niveau actuel de 13 à 15 %. La MIGA joue un rôle important dans ce marché, puisqu'elle intervient dans des contextes susceptibles d'être exclus de la couverture des autres assureurs.

## **PÔLE D'INTÉRÊT STRATÉGIQUE DE LA MIGA**

Notre pôle d'intérêt se reflète dans nos quatre priorités stratégiques, établies en tenant compte des besoins de développement des pays membres de la MIGA, des exigences d'un environnement de l'IED en mutation et du marché de l'assurance contre le risque politique, et de la nécessité pour l'Agence de se concentrer sur son avantage comparatif et suppléer les autres assureurs.

Notre priorité première est d'encourager l'IED dans les pays les plus pauvres du monde et, lors de l'exercice 2012, 41 % du volume de garanties ont été consacrés à cette catégorie. Cette année, la taille moyenne des projets appuyés par la MIGA dans les pays les plus pauvres a sensiblement progressé. À titre d'exemple, l'on peut citer des projets de production d'électricité au Ghana, au Kenya et au Rwanda.

L'autre priorité de la MIGA est de favoriser les investissements Sud-Sud, qui ont représenté 22 % du volume des engagements cette année. Comme dans le cas de la précédente priorité stratégique, la taille moyenne des projets Sud-Sud appuyés par la MIGA a connu une augmentation sensible. L'on peut citer comme exemples d'investissements Sud-Sud garantis par la MIGA, la fabrication de produits finis au Turkménistan et la production hydroélectrique au Pakistan.

Les pays touchés par un conflit constituent une autre priorité stratégique et la concentration sur ceux-ci souligne le rôle central de la MIGA dans les efforts de reconstruction de ces pays, en particulier au cours de la période cruciale de transition vers la stabilité, après des années de conflit. Cet intérêt met également en relief la

capacité de la MIGA à garantir des projets susceptibles de ne pas être couverts par les autres assureurs. La création de plantations de palmiers dattiers Medjool en Cisjordanie illustre l'appui de la MIGA à ce domaine prioritaire, à l'image de notre soutien renouvelé (par le biais de nouvelles garanties émises cette année) à MTN Afghanistan qui offre des services essentiels de télécommunications en dépit de la situation sécuritaire très fragile du pays. Les projets exécutés dans les pays et territoires fragiles et ceux touchés par un conflit ont représenté 13 % du volume des opérations de la MIGA cette année.

Quelques exemples illustrent notre collaboration dans des projets complexes, autre domaine prioritaire : des usines de production hydroélectrique en Albanie et au Pakistan, un projet de production de gaz en Ouzbékistan, un pont à péage en Côte d'Ivoire (voir encadré 1), le transport au Panama et trois usines de traitement des eaux usées en Chine. L'appui de la MIGA à des projets complexes a représenté 60 % du volume de 2012.

Pris ensemble, les projets exécutés dans les domaines prioritaires de la MIGA ont représenté 70 % du volume des nouvelles opérations.

La MIGA soutient également des projets dont les buts coïncident parfaitement avec les priorités et les objectifs de développement de la Banque mondiale, notamment l'appui continu aux pays à revenu intermédiaire et à une agro-industrie qui tient compte de l'intérêt collectif, la crise alimentaire perdurant (voir encadré 2). Dans toutes ses activités, la MIGA puise abondamment dans les points forts et complémentaires du Groupe de la Banque mondiale, en prenant appui sur les connaissances, les produits et les services qu'offrent les différentes institutions membres du Groupe aux pays hôtes et aux investisseurs privés.

Cette année, le portefeuille de la MIGA s'est caractérisé par une forte diversité régionale et sectorielle et a consisté en plusieurs transactions innovantes. Les résultats au plan du développement sont dignes d'intérêt : au cours de l'exercice 2012, les activités de la MIGA en Afrique subsaharienne ont doublé et représentent 24 % du volume des nouvelles opérations et 14 des 17 projets appuyés se trouvent dans des pays IDA. Le portefeuille de cette année présente une augmentation considérable en projets d'infrastructure susceptibles de transformer les pays, favorisant la fourniture d'énergie électrique, de services de transport et de technologies plus efficaces à des pays ayant besoin d'investissements soutenus et durables. En mobilisant des capitaux privés à impact considérable sur le développement, la MIGA parvient non seulement à remplir sa mission, mais en outre, se donne les moyens de libérer les ressources limitées des gouvernements hôtes — afin qu'elles servent à fournir d'autres services.

## **LA MIGA ET LES QUESTIONS D'ACTUALITÉ**

Encourager et maintenir l'investissement étranger direct dans les pays en développement alors que son niveau pourrait autrement baisser nécessite souvent de réagir aux

questions d'actualité avec subtilité. Dans de nombreux cas, la MIGA a assuré un rôle anticyclique pour y parvenir — par exemple en soutenant des banques tentées de réduire leur niveau d'endettement en période de crise, en garantissant des projets non couverts par les autres assureurs, et en étant parmi les premiers acteurs à s'engager dans un pays sortant de conflit.

Au regard des événements survenus dans cette partie du monde, nous avons continué de nous intéresser à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). En dépit de l'instabilité de la région — aggravée par le fait que de nombreux pays de la région MENA s'appuient habituellement sur des investissements européens — alors que le vieux continent lui-même fait face à des difficultés financières — le besoin d'investissements créateurs d'emplois et d'opportunités est plus fort que jamais. Pour la MIGA, il s'agit d'un moment important pour s'affirmer et combler le vide laissé par le secteur privé.

Pour illustrer notre engagement au côté de la région MENA, nous avons activement commencé à mobiliser un milliard de dollars de capacité d'assurance pour retenir et encourager l'IED dans la région, une initiative que nous avons annoncée à la fin de l'exercice 11. La MIGA a ciblé l'IED existant et les nouveaux flux d'IED vers les pays de la région pour conserver la capacité du marché de l'assurance risque politique et stimuler les efforts des organismes nationaux de crédit à l'exportation. Elle a réalisé des avancées notables dans ce domaine, en offrant des garanties d'un montant total de 432,9 millions de dollars à la Jordanie, au Maroc et à la Tunisie. Notre capacité avérée à garantir des projets compatibles avec les principes de financement islamique renforce également notre capacité à appuyer des investissements dans la région.

Par ailleurs, les efforts concertés de la MIGA à promouvoir le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza ont porté des fruits cette année, l'Agence ayant émis des garanties dans les secteurs manufacturier et agro-industriel respectivement en Cisjordanie et à Gaza.

Nous avons intensifié nos efforts pour communiquer avec les investisseurs, les prêteurs et les gouvernements de par le monde pour leur faire savoir que nous sommes prêts à poursuivre nos activités dans la région MENA. L'Agence met au service de la région son expérience mondiale de gestion des risques politiques — notamment en finançant des conférences sur les capitaux d'investissement ciblant la région. La MIGA a cofinancé une conférence avec le Dubai International Financial Centre et l'Islamic Corporation for Insurance of Investments and Export Credits of Dubaï, qui a été particulièrement bien accueillie. La vice-présidente exécutive de la MIGA a visité les pays de la région et a rencontré les autorités nationales, les représentants du secteur privé et d'autres partenaires, pour souligner l'importance d'un apport en IED bénéfique au développement. En outre, la MIGA a mené une enquête auprès des investisseurs engagés dans la région pour la parution de l'édition 2011 du rapport « *World Investment and Political Risk* ».

Au cours de l'exercice 2012, la MIGA a également collaboré avec le Partenariat de Deauville, une initiative des institutions financières internationales dont l'objectif est de favoriser la stabilité macroéconomique, la cohésion sociale et une croissance plus équitable dans la région MENA.

Une autre partie du monde qui a fait l'objet d'une attention ciblée de la part de la MIGA est l'Europe et l'Asie centrale. Alors que les effets de la crise de la zone euro sur les plus grandes économies d'Europe occidentale ont reçu le plus d'attention dans le monde, la crise a aussi touché les populations des pays européens émergents, en particulier les plus pauvres d'Europe centrale et du Sud-est. En conséquence, la MIGA s'est joint au reste du Groupe de la Banque mondiale pour accroître les possibilités d'aide à la région. Elle a ainsi annoncé son intention d'augmenter son soutien à la région d'un milliard de dollars au cours des deux prochaines années. Ayant déjà émis 928 millions de dollars de garanties au cours de l'exercice 2012, nous avons presque atteint cet objectif.

## LA MIGA ET L'ENVIRONNEMENT

De bons résultats au plan environnemental, une gestion durable des ressources naturelles et la responsabilité sociale sont des facteurs essentiels à la réussite d'un investissement et à sa contribution au développement du pays hôte. La MIGA souscrit aux normes de performance dans ces domaines et ses spécialistes des questions environnementales et sociales évaluent les impacts potentiels des projets garantis par l'Agence, et conseillent les clients sur la manière de les réduire et de les atténuer.

La MIGA a également contribué aux initiatives du Groupe de la Banque mondiale dans le domaine environnemental et social, notamment la stratégie environnementale intitulée « *Environment Strategy: Toward a Green, Clean and Resilient World for All* ». Cette démarche consacre une approche intégrée dans ce domaine dans toutes les institutions du Groupe de la Banque mondiale et définit une nouvelle voie en matière de développement qui soutient la croissance tout en mettant l'accent sur la viabilité et l'inclusion. Cette stratégie a aussi le mérite d'insister davantage sur la participation du secteur privé à la gestion environnementale.

L'Agence a également organisé une conférence-débat sur le rôle du secteur privé dans la croissance durable dans le cadre du forum 2012 du Réseau du développement durable du Groupe de la Banque mondiale. Cette initiative de la MIGA a permis d'aborder cet aspect de la question dans un forum normalement consacré à un débat plus général sur la croissance durable.

## EFFICACITÉ DE LA MIGA AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

La MIGA s'appuie sur trois piliers distincts pour évaluer l'impact de notre travail au plan du développement : mesure de l'impact sur le développement, autoévaluation des projets et recherche originale.

La MIGA a récemment établi les indicateurs suivants applicables à l'ensemble du portefeuille pour évaluer l'impact sur le développement : nouveaux emplois directs créés, valeur des budgets consacrés à la formation, valeur des produits achetés localement, montant des impôts et charges versés au gouvernement, valeur de l'investissement de la communauté et montant de l'investissement mobilisé.

Depuis l'exercice 2011, l'Agence demande aux bénéficiaires de garantie de rendre compte de la performance de leur projet sur la base de ces indicateurs le jour du troisième anniversaire de la signature du contrat de garantie avec la MIGA. Nous espérons avoir ces résultats au cours du prochain exercice.

Par ailleurs, la MIGA continue d'insister sur la nécessité de tirer des projets achevés, des enseignements bénéfiques au développement et de les appliquer aux activités en cours ou futures par l'exécution d'un programme solide d'autoévaluations.

## ENCADRÉ 1 — RECONSTRUIRE LES INFRASTRUCTURES DE LA CÔTE D'IVOIRE

### CETTE ANNÉE, LA MIGA A APPUYÉ LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DU PONT À PÉAGE HENRI KONAN BÉDIÉ ET DE SES ROUTES D'ACCÈS EN CÔTE D'IVOIRE.

Initialement lancé en 1996 mais interrompu par la guerre civile prolongée que le pays a connue, ce projet constitue un jalon essentiel dans les efforts entrepris par le pays pour reconstruire ses infrastructures.

Le projet est structuré comme un partenariat public-privé et est mis en œuvre dans le cadre d'un accord de construction — exploitation — transfert de trente ans. Il couvre le financement, la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance du pont sur la lagune Ébrié et les voies d'accès vers le nord et le sud entre la zone résidentielle de la Riviera et la zone industrielle de Marcory. Il s'agit du premier partenariat public-privé jamais établi depuis la fin de la guerre civile.

La MIGA fournit des garanties d'un montant de 145 millions de dollars couvrant des prises de participation et des créances subordonnées des sociétés Bouygues Travaux Publics (France) et Pan African Infrastructure Development Fund (Afrique du Sud), des créances subordonnées et des créances privilégiées d'Africa Finance Corporation (Nigéria) ainsi que des créances privilégiées de BMCE Bank International PLC (Royaume-Uni) et de FMO (Pays-Bas). Les garanties de revenu minimum de la MIGA étaient essentielles pour l'obtention du financement de l'investissement. L'Agence couvre par ailleurs tous les créanciers privés du projet.

Cet outil d'apprentissage au service de l'institution permet à l'Agence de pleinement mettre à profit les leçons de l'expérience et de rendre davantage compte aux actionnaires et autres intervenants.

Au cours de l'exercice 2012, la MIGA a effectué sept évaluations d'investissements garantis (Brésil, Burkina Faso, Chine, Costa Rica, Fédération de Russie, République centrafricaine et Sénégal). Les projets ont été notés selon les critères suivants : performance commerciale, viabilité économique, impact en termes de développement du secteur privé, résultats au plan du développement, résultats du point de vue environnemental et social, pertinence stratégique et efficacité de la MIGA.

Les évaluations effectuées par les économistes, les spécialistes des questions environnementales et sociales et les assureurs de la MIGA — et validées de façon indépendante par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) — visent à sensibiliser davantage le personnel opérationnel et à renforcer ses connaissances.



La construction de ce pont est hautement prioritaire pour le Gouvernement ivoirien, les ponts et l'infrastructure existants d'Abidjan étant soumis à rude épreuve et ne pouvant absorber la circulation croissante de la ville. Une fois achevé, le nouveau pont contribuera à réduire considérablement la durée des trajets, améliorer la mobilité générale et soulager la congestion chronique de la circulation à Abidjan. Le projet stimulera d'autres initiatives du secteur privé dans un pays sérieusement touché par une longue guerre civile.



## ENCADRÉ 2 — CONTRIBUER À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AUSTRALE

LE BESOIN PRESSANT D'ACCROÎTRE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE PREND TOUT SON SENS EN ZAMBIE OÙ LES REVENUS ET LES CONDITIONS D'EXISTENCE SE SONT AMÉLIORÉS, DONNANT LIEU À UNE DEMANDE CROISSANTE DE VIANDE ET DE PRODUITS DE VOLAILLE PAR LES CONSOMMATEURS.

Les camions du principal producteur de viande et de produits de volaille du pays sillonnent les routes zambiennes à longueur de journée. Selon une étude conjointe de la Banque mondiale et de UK Aid, les industries zambiennes de la viande et des produits laitiers présentent un potentiel inexploité de création de richesses et d'emplois, mais leur réussite repose sur une variété de facteurs tels que l'accès à des aliments pour bétail abordables et de grande qualité. Chayton Africa, client de la MIGA et producteur de maïs, de blé et de soja aide la Zambie à réaliser son potentiel de grenier à blé de la région.

Chayton Africa a réalisé son premier investissement en Zambie en 2010 par l'acquisition de deux fermes commerciales et d'une exploitation agricole sous contrat dans la région de Mkushi, dans la province centrale du pays. A ce jour, elle exploite six fermes commerciales existantes en location-bail, pour une superficie d'un peu plus de 4 000 hectares dont 1 250 sont cultivés et 430 irrigués. L'entreprise, dénommée Chobe Agrivision, applique un modèle d'agriculture entièrement irriguée qui permet une double récolte : elle effectue deux récoltes par an en cultivant le blé l'hiver et une rotation de maïs et de soja l'été. Neil Crowder, directeur général de Chayton Africa, affirme que « la Zambie dispose d'un potentiel énorme. Mais en ce moment, seul 1,1 % de la zone agricole potentiellement fertile de la savane guinéenne est cultivé. Nous pensons qu'avec des pratiques agricoles plus efficaces telles que la rotation des cultures et l'absence de labour, la gestion des sols et des ressources en eau et les avancées technologiques, la Zambie — et en réalité toute l'Afrique — peut tirer profit d'un ensoleillement abondant et de terres fertiles pour nourrir sa population croissante. »

Chayton Africa, qui a démarré comme une entreprise privée de capital-investissement, s'est rapprochée de la MIGA en 2009 afin qu'elle l'aide à mobiliser des ressources pour ses investissements dans ce qui reste un environnement très difficile pour la levée de fonds. « Nous avons la vision d'une



entreprise agricole viable en Afrique australe et notre défi était de convaincre les investisseurs qu'il existait un marché solide et viable dans la région, » dit M. Crowder. « Nous avons opté pour la couverture de la MIGA afin de calmer les inquiétudes que les investisseurs pourraient avoir au sujet du risque politique. » En 2010, la MIGA a octroyé des garanties assorties de conditions à Chayton capital LLP pour appuyer ses investissements prévus en Zambie et au Botswana. Dans le cadre de ce contrat, la MIGA couvrirait le risque politique des investissements prévus de ce fonds de placement. Elle a couvert le premier investissement de Chayton en Zambie en juin 2011. Cette année, la MIGA fournit 9,5 millions de dollars de garanties supplémentaires d'investissement pour couvrir l'expansion et les dépenses d'équipement de Chayton.

Rendue à sa deuxième année de production, Chobe Agrivision a atteint sa vitesse de croisière et est tournée vers l'avenir. Elle renforce les compétences de son personnel afin de se développer et de passer du statut de jeune entreprise locale à celui d'entreprise capable d'étendre sa superficie de production à 10 000 hectares de terres irriguées. Elle nourrit également de grandes ambitions pour la communauté, notamment la construction d'une nouvelle école.

---

## PAYS MEMBRES DE LA MIGA — 177

### Pays industrialisés — 25

---

Allemagne • Australie • Autriche • Belgique • Canada • Danemark • Espagne • États-Unis • Finlande • France • Grèce • Irlande • Islande • Italie • Japon • Luxembourg • Norvège • Nouvelle-Zélande • Pays-Bas • Portugal • République tchèque • Royaume-Uni • Slovaquie • Suède • Suisse

### Pays en développement — 152

---

#### ASIE ET PACIFIQUE

Afghanistan • Bangladesh • Cambodge • Chine • Corée (République de) • Fidji • Inde • Indonésie • Îles Salomon • Malaisie • Maldives • Micronésie (États fédérés de) • Mongolie • Népal • Pakistan • Palaos • Papouasie-Nouvelle-Guinée • Philippines • République démocratique populaire lao • Samoa • Singapour • Sri Lanka • Thaïlande • Timor-Leste • Vanuatu • Viet Nam

#### EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie • Arménie • Azerbaïdjan • Bélarus • Bosnie-Herzégovine • Bulgarie • Chypre • Croatie • Estonie • Fédération de Russie • Géorgie • Hongrie • Kazakhstan • Kosovo (République du) • Lettonie • Lituanie • Macédoine (Ex-République yougoslave de) • Malte • Moldova • Monténégro • Ouzbékistan • Pologne • République kirghize • République slovaque • Roumanie • Serbie • Tadjikistan • Turkménistan • Turquie • Ukraine

#### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda • Argentine • Bahamas • Barbade • Belize • Bolivie • Brésil • Chili • Colombie • Costa Rica • Dominique • El Salvador • Équateur • Grenade • Guatemala • Guyane • Haïti • Honduras • Jamaïque • Mexique • Nicaragua • Panama • Paraguay • Pérou • République dominicaine • Sainte Lucie • Saint-Kitts-et-Nevis • Saint-Vincent-et-les Grenadines • Suriname • Trinité-et-Tobago • Uruguay • Venezuela (République bolivarienne du)

#### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie • Arabie saoudite • Bahreïn • Djibouti • Égypte (République arabe d') • Émirats arabes unis • Irak • Iran (République islamique d') • Israël • Jordanie • Koweït • Liban • Libye • Maroc • Oman • Qatar • République arabe syrienne • Tunisie • Yémen (République du)

#### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud • Angola • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Congo (République démocratique du) • Congo (République du) • Côte d'Ivoire • Érythrée • Éthiopie • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée équatoriale • Guinée-Bissau • Kenya • Lesotho • Libéria • Madagascar • Malawi • Mali • Maurice • Mauritanie • Mozambique • Namibie • Niger • Nigéria • Ouganda • République centrafricaine • Rwanda • Seychelles • Sénégal • Sierra Leone • Soudan • Soudan du Sud • Swaziland • Tanzanie • Tchad • Togo • Zambie • Zimbabwe

### Pays en voie de satisfaire aux conditions d'adhésion — pays en développement — 3

---

Comores • Myanmar • São Tomé-et-Príncipe

---

## CONTACTS

### Équipe de direction

Izumi Kobayashi  
Vice-présidente exécutive

ikobayashi@worldbank.org

Michel Wormser  
Vice-président et Directeur général

mwormser@worldbank.org

Ana-Mita Betancourt  
Directrice et Conseillère juridique,  
Affaires juridiques et indemnisations

abetancourt@worldbank.org

Edith p. Quintrell :  
Directrice, Opérations

equintrell@worldbank.org

Lakshmi Shyam-Sunder  
Directeur et Directeur financier,  
Finance et gestion des risques

lshyam-sunder@worldbank.org

Ravi Vish  
Économiste en chef et Directeur,  
Économie et politique générale

rvish@worldbank.org

Marcus S.D. Williams  
Conseiller, Stratégie et opérations

mwilliams5@worldbank.org

### Hubs régionaux

Asie Pacifique — Kevin W. Lu  
Directeur régional

klu@worldbank.org

Europe — Olivier Lambert  
Responsable régional

olambert@worldbank.org

### Responsables des garanties par secteur

Nabil Fawaz  
Agro-industrie, industries manufacturières et services

nfawaz@worldbank.org

Olga Sclovscaia  
Secteur financier et télécommunications

osclovscaia@worldbank.org

Margaret Walsh  
Infrastructure

mwalsh@worldbank.org

Antonio Barbalho  
Pétrole, gaz, industries extractives,  
produits chimiques et énergie

abarbalho@worldbank.org

### Réassurance

Marc Roex

mroex@worldbank.org

### Demandes d'information

Michael Durr

migainquiry@worldbank.org

### Questions des médias

Mallory Saleson

msaleson@worldbank.org

[WWW.MIGA.ORG](http://WWW.MIGA.ORG)

**Multilateral Investment Guarantee Agency**

World Bank Group  
1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538  
f. 202.522.0316